

# *L'ancien président péruvien rejette les accusations du nouveau gouvernement*

---



La Havane, 29 déc. (RHC)- L'ancien président péruvien, Pedro Castillo, a nié mercredi depuis sa prison les crimes de rébellion et de conspiration dont il est accusé et il a rendu le nouveau gouvernement responsable des décès enregistrés lors des manifestations sociales contre son éviction.

Pedro Castillo a lu un bref message politique à la fin d'une audience virtuelle de la Cour suprême de justice (CSJ), au cours de laquelle la défense et l'accusation ont présenté leurs arguments sur l'appel contre la détention provisoire de 18 mois de l'ancien président.

"Je n'ai jamais commis le crime de rébellion, je n'ai pas pris les armes", a-t-il déclaré, faisant allusion aux affirmations des juristes selon lesquelles ce crime implique un soulèvement collectif en armes.

"Je n'ai pas non plus appelé qui que ce soit à prendre les armes, mais je dois dire que celui qui a pris les armes pour mettre fin à la vie de plus de 30 Péruviens, c'est le gouvernement actuel", a soutenu Pedro Castillo, destitué et emprisonné le 7 décembre pour avoir tenté de dissoudre le Parlement monocaméral impopulaire.

Il a également nié l'accusation alternative de conspiration et l'a attribuée au Congrès de la République, qui a exercé une opposition inflexible contre lui et qui, dès le début du Congrès, a fixé l'objectif de mettre fin à son exécutif.

"Ceux qui ont conspiré sont le Congrès (...) et d'autres institutions dans le but de préparer un plan pour faire tomber mon gouvernement, à travers des demandes successives de vacance (impeachment) et d'autres astuces" a souligné Pedro Castillo dans son message.

Il a appelé les juges à réfléchir et à voir "comment cette injuste détention préventive qui m'a été imposée n'a servi qu'à polariser notre pays", a-t-il déclaré, ajoutant que tout ce qui est fait contre lui n'est rien d'autre qu'une "vengeance politique".

Il a également demandé la fin de la haine, exigé sa libération, affirmé qu'il est détenu au secret dans la prison pour hauts fonctionnaires qui l'héberge et exigé de pouvoir téléphoner pour communiquer avec sa femme et ses enfants, qui ont obtenu l'asile au Mexique, et avec ses parents, qui vivent dans la province de Chota, dans le nord du pays.

Lors de l'audience, le tribunal a entendu les positions des parties sur l'appel de la défense de Castillo, qui propose sa libération de prison afin de faire face aux enquêtes dont il fait l'objet en liberté conditionnelle.

La SCJ a également entendu l'appel du ministère public contre la libération avec restrictions de 18 mois accordée au coaccusé, l'ancien premier ministre Anibal Torres, en raison de son âge (78 ans) et de ses problèmes de santé.

Source: Prensa Latina

---

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/309162-lancien-president-peruvien-rejette-les-accusations-du-nouveau-gouvernement>



**Radio Habana Cuba**